

# Les médecins de l'hôpital accusent les pouvoirs publics

**Une majorité des médecins de l'hôpital de Saint-Martin, et non des moindres, accuse l'administration et les pouvoirs publics de « négligence grave ».**

Luis et Marilyn, on le sait, ont causé à l'hôpital de Saint-Martin des dégâts considérables. Dans une motion assez virulente, les docteurs Balit, Bardinnet, De Caunes et Marchesseau, exerçant des fonctions à haute responsabilité dans cette structure, mettent en cause, à cet égard, l'administration hospitalière et les pouvoirs publics : ils ont, écrit-vent-ils, << fait preuve de négligence grave en ne prenant pas les mesures préventives qui s'imposaient pour l'hôpital de Saint-Martin face au risque cyclonique >>. Raison majeure de cette accusation, l'état actuel de l'hôpital : << Depuis trois jours, le bloc chirurgical est fermé. Les coupures incessantes d'eau rendent les soins médicaux et infirmiers impossibles à réaliser dans des conditions normales de sécurité infectiologique pour les malades et aussi pour les personnels soignants >>.

Colère logique que celle des praticiens de Saint-Martin, confrontés à une situation sanitaire grave. << Nous pensons, déclarent-ils, qu'il est inadmissible que la population de la partie française de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ne puisse plus bénéficier d'interventions chirurgicales d'urgence en cas d'accident, de maladie chirurgicale aiguë ou de complication d'un accouchement. L'isolement devient total et sans ressources lorsque les circonstances météorologiques rendent impossibles les transferts sanitaires d'urgence vers la Guadeloupe >>. Aussi réclament-ils << la mise à disposition d'un bloc chirurgical de campagne pour faire face aux urgences. A défaut, nous demandons qu'un accord soit trouvé avec les responsables de l'hôpital de la partie hollandaise afin que nos malades chirurgicaux graves et urgents puissent y être transférés et opérés >>.

### **Des carences dénoncées depuis longtemps**

Cette ire des médecins de l'hôpital semble d'autant plus

justifiée que les professionnels de santé avaient depuis longtemps dénoncé la fragilité de la structure, fragilité déjà illustrée lors du passage d'Hugo à Saint-Martin. << La situation actuelle était prévisible et pouvait être prévenue. Nous savions que l'hôpital était vétuste, fragile, non conforme aux normes d'architecture et de sécurité des hôpitaux publics (...). Nous savions aussi qu'il était exigü, inadapté à l'exercice de la médecine moderne, et chroniquement atteint de dysfonctionnements qui le rendent inapte, en temps ordinaire, à accomplir son rôle face aux besoins normaux de la population. Ces problèmes de fond, rappellent les médecins signataires, sont dénoncés depuis des années et ont conduit en juin dernier à une grève générale du personnel >>. Les réponses apportées sont qualifiées de << vagues, partielles et totalement insuffisantes >> : les événements semblent confirmer ces qualificatifs...

Quoi qu'il en soit, reste à gérer la situation actuelle : outre un bloc chirurgical de campagne pour faire face aux urgences, les médecins pétitionnaires demandent << la nomination immédiate d'un directeur permanent résident à Saint-Martin et qui assure la permanence administrative de l'hôpital >>. Il fait en effet peu de doutes que le fait que l'hôpital ait été, en période cyclonique, confié à un directeur par intérim résidant à Basse-Terre et absent lors du passage de Luis, n'a pas facilité la tâche du personnel confronté au cyclone. << Nous souhaitons, poursuivent les signataires, que ce directeur gère l'hôpital, comme la situation l'exige, avec un esprit de santé publique, de dialogue et de compréhension des situations individuelles. (...) >>.

Reste à attendre l'effet de cette motion. Il semblerait logique que les carences et dysfonctionnements mis en évidence par le passage de Luis soient, cette fois, définitivement palliés : nul n'a certainement besoin qu'un patient éventuel soit victime d'un accident grave pour se décider à agir.

M.A